Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

279 | Janvier-Juin

Sociétés et espace haïtiens contemporains : nouveaux regards

Le projet de Salagnac, une démarche à l'origine d'un développement local réussi du territoire

Ariane Degroote et Sophie Devienne

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/com/10022>

DOI : 10.4000/com.10022

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2019

Pagination : 143-165

ISBN : 979-10-300-0575-2

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Ariane Degroote et Sophie Devienne, « Le projet de Salagnac, une démarche à l'origine d'un développement local réussi du territoire », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 279 | Janvier-Juin, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/com/10022> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.10022>

Le projet de Salagnac, une démarche à l'origine d'un développement local réussi du territoire

Ariane Degroote¹ et Sophie Devienne²

Résumé

Alors que la majorité des interventions en Haïti n'a pas réussi à faire de l'agriculture un moteur économique, le projet de Salagnac dont la démarche associait recherche, formation et développement a permis le développement de l'agriculture et du territoire dans son ensemble depuis les années 1980. Conçu en étroite collaboration avec les agriculteurs, ce projet a proposé une approche systémique avec des actions articulées autour de l'accès à l'eau. Il a permis l'accroissement du revenu des agriculteurs, l'amélioration de leurs conditions de vie, la diversification des activités économiques et un enrichissement des ressources immatérielles, autant d'atouts qui ont facilité la poursuite des innovations paysannes.

Mots-clés : projet de développement agricole, système agraire, évaluation d'impact, développement local, agriculture comparée.

Abstract

While main of interventions in Haiti have not made agriculture an economic driver in rural areas, Salagnac project which combined research, training and development has led to the development of agriculture and of the region as a whole, since the 1980s. Designed in close collaboration with farmers, this project proposed a systemic

1. Docteur en géographie. UFR Agriculture Comparée et Développement Agricole, UMR PRODIG, AgroParisTech. Courriel : ariane.degroote1(at)gmail.com.

2. Professeur des Universités. UFR Agriculture Comparée et Développement Agricole, UMR PRODIG, AgroParisTech. Courriel : sophie.devienne(at)agroparistech.fr.

approach with actions articulated around access to water. It has enabled farmers to increase their incomes, to improve their living conditions, to diversify economic activities and to enrich intangible resources, all of which have facilitated the pursuit of peasant innovations.

Keywords: *agricultural development project, agrarian system, impact assessment, local development, comparative agriculture.*

Après plus d'un demi-siècle d'aide internationale, le soutien à l'agriculture haïtienne n'a pas permis d'impulser un développement agricole suffisant pour permettre aux agriculteurs de vivre de leur activité. La crise s'est traduite par un exode rural massif vers les villes, en particulier Port-au-Prince, où l'essor des services laisse espérer des opportunités d'emploi (Anglade, 1982 ; D'Ans, 1987). Ces vagues migratoires de paysans ruinés sont cependant venues alimenter les bidonvilles de la capitale alors que la pauvreté en milieu rural s'est accrue (Dufumier, 2004 ; Théodat, 2009).

À la différence de nombreuses régions rurales marginalisées du pays, que Gérard Barthélémy qualifie de « *pays en dehors* » (1989), le plateau des Rochelois situé dans le sud du pays se distingue par la diversité des activités économiques dans ce territoire densément peuplé et relativement bien relié à Port-au-Prince. Cette région a bénéficié, à partir des années 1970, du projet de Salagnac, dont la démarche qui associait recherche, formation et développement a permis un développement agricole spectaculaire basé sur l'essor du maraîchage primeur destiné au marché de la capitale.

À l'heure où ce projet est mis en avant par le gouvernement comme une expérience ayant donné lieu à des « *innovations et publications déterminantes et majeures* » pour le secteur agricole (MARNDR, 2014), il semblait crucial d'en mesurer l'impact. En effet, afin d'apporter des éléments de réflexion sur les modalités d'intervention publique dans le secteur agricole en Haïti, il apparaissait particulièrement intéressant d'analyser les effets de ce projet sur l'évolution de l'écosystème cultivé, mais aussi sur les différentes catégories sociales d'agriculteurs et, plus largement, sur les autres secteurs économiques du territoire. Il s'agissait en particulier d'étudier si ce projet avait permis d'améliorer la situation économique et alimentaire de l'ensemble de la paysannerie et de réduire les inégalités au sein de la société paysanne, ouvrant la voie à un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur le territoire. Pour répondre à ces questions, nous avons conduit, dans le cadre d'un doctorat en Agriculture comparée, un travail de recherche qui visait à comprendre les conditions et modalités de mise en œuvre du projet de Salagnac et à en identifier et évaluer les impacts (Degroote, 2019).

I- Matériel et méthode

Évaluer les impacts d'un projet mis en œuvre à partir des années 1970 sur le développement de l'agriculture de la région et estimer son effet d'entraînement sur le territoire supposaient de mettre en œuvre une démarche diachronique et systémique, permettant d'articuler différentes échelles d'analyse spatiales et temporelles et de combiner des éléments de diverses natures : écologique, technique, économique et sociale. Il était particulièrement important d'éclairer les mécanismes à l'œuvre dans les transformations qu'a connues le territoire depuis le démarrage du projet, en mettant en évidence les causes et conséquences des évolutions, ainsi que la manière dont les différents changements ont interagi et se sont enchaînés. Nous avons ainsi mobilisé les concepts et les méthodes de l'Agriculture comparée (Cochet, 2011 ; Cochet *et al.*, 2007 ; Dufumier, 1996 ; Mazoyer et Roudart, 1997) et conduit une analyse-diagnostic de l'agriculture de la région de Salagnac (Cochet et Devienne, 2006 ; Cochet *et al.*, 2007). Ce diagnostic, basé sur un travail de terrain comportant lecture de paysage, entretiens semi-directifs approfondis auprès d'agriculteurs âgés, ayant été acteurs de ces transformations, d'agriculteurs en activité (154 entretiens au total), d'agents économiques travaillant en amont et aval de l'agriculture (27 entretiens) et d'agents du projet (23 entretiens), nous a permis de retracer les grandes étapes d'évolution du système agraire de la région en mettant en relation les transformations de l'écosystème cultivé, les modifications apportées aux techniques mises en œuvre par les agriculteurs et les changements des conditions socio-économiques depuis les années 1970. Une grande importance a été accordée au processus de différenciation des systèmes de production : nous avons cherché à reconstruire la typologie des systèmes de production existants avant la mise en œuvre du projet, largement dépendante des ressources auxquelles les différentes catégories sociales d'agriculteurs avaient accès, et à comprendre et expliquer dans quelle mesure chacun de ces systèmes de production avait été touché par le projet et comment il avait évolué. Nous avons ainsi reconstruit les différentes trajectoires d'évolution ayant abouti à la diversité des systèmes de production actuels.

Les entretiens historiques ont consisté à échanger avec des agriculteurs âgés afin de comprendre les transformations agraires de la région dont ils ont été acteurs. Ces enquêtes ont également visé à identifier les effets indirects (activités amont et aval de l'agriculture) et induits du projet (impacts sur les autres secteurs de l'économie liés à l'accroissement de revenu agricole) et à appréhender si ce projet a permis un véritable développement local, c'est-à-dire un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales du tissu rural à partir de la mobilisation et la coordination de ses ressources matérielles et immatérielles (Santamaria, 2008).

La fiabilité des informations collectées au cours des entretiens historiques a été confrontée à la bibliographie (comportant notamment les publications effectuées dans le cadre du projet) ; le recours à des procédés de triangulation des sources a été sollicité pour recouper les données lors d'entretiens avec d'autres interlocuteurs.

II- Le plateau des Rochelois, une région d'altitude au climat favorable au maraîchage

La région de Salagnac, d'une superficie d'une quinzaine de km², occupe la moitié ouest du plateau des Rochelois. Celui-ci, situé dans le sud d'Haïti à environ 120 kilomètres de Port-au-Prince (2 à 3 heures de route), est relativement bien accessible depuis les années 1950 grâce à la route construite pour l'exploitation de la bauxite dans l'est du plateau. À la fin des années 1980, dans le cadre du projet de Salagnac, la construction de bandes de roulement a rendu carrossables les dix kilomètres de piste reliant la partie ouest du plateau à la route de la mine.

Figure 1 – Localisation de la région d'étude et du plateau des Rochelois

La région est constituée d'un plateau calcaire d'altitude et de ses rebords (600-1 050 mètres), au climat pluvieux (> 2 000 mm/an). Ce plateau est l'un des étages agro-écologiques auxquels ont accès les paysans de la région avec les piedmonts et la plaine aux conditions pédoclimatiques plus favorables à l'activité agricole. Néanmoins, les précipitations abondantes et relativement bien réparties, les températures fraîches et l'humidité relative élevée confèrent

au plateau un avantage pour les cultures maraîchères par rapport aux autres étages agro-écologiques.

III- Une agriculture manuelle combinant la mise en valeur de la diversité d'étages agro-écologiques entre 200 et 1 000 mètres d'altitude (situation avant-projet en 1980)

Au début des années 1980, la région de Salagnac était relativement peuplée (190 habitants/km² par rapport à une densité moyenne de 150 habitants/km² dans les campagnes haïtiennes), avec une population essentiellement agricole. Les paysans résidaient sur les rebords du plateau et exploitaient, avec un outillage manuel rudimentaire et peu différencié (houe, machette, serpette, pioche), des terres situées entre 200 et 1 000 mètres d'altitude dans la plaine, les piedmonts et sur le plateau, ce qui leur permettait d'étaler les pointes de travail dans le temps et de combiner une grande diversité de cultures (Bellande *et al.*, 1980 ; Bellande, 1983 ; SACAD et FAMV, 1994).

Sur le plateau calcaire, dépourvu de réseau hydrographique en surface, l'éloignement des sources, situées en contrebas au contact de la couche imperméable marneuse, mobilisait une part importante de la main-d'œuvre familiale pour réaliser les corvées d'eau et abreuver le cheptel (Bellande, 1983 ; Perrin, 1989 ; Vopeyande, 2001 ; Valme, 2002).

Autour de l'habitat situé sur les rebords du plateau, les agriculteurs entretenaient un jardin verger dense comportant une grande diversité d'espèces cultivées (**Figure 2**). Dans le jardin clos autour du jardin verger, espaces où il existait la plus forte sécurité de la tenure foncière, les paysans réalisaient de nombreux apports de matière organique, notamment grâce aux déjections des animaux conduits au piquet et nourris avec des sous-produits de culture et des fourrages provenant du jardin verger, et cultivaient les plantes les plus exigeantes et les féculents à la base de leur alimentation, avec des rendements relativement élevés (6-8 q/ha de maïs et 3-4 t/ha de tubercules). Sur les parcelles du plateau plus éloignées, où la tenure foncière était moins sûre (indivision familiale, fermage, location à part de fruit), la fertilité des terres cultivées n'était renouvelée que par le recyclage de la biomasse herbeuse accumulée pendant une année de friche, sans apport supplémentaire, entraînant de plus faibles rendements des cultures (<1 q/ha de maïs, 1-2 t/ha de patates douces et 1-3 q/ha de haricot).

Dans la plaine et les piedmonts, les agriculteurs cultivaient chaque année des associations de céréales et légumineuses sur des parcelles complantées

Figure 2 – mode d'exploitation du milieu dans la situation avant-projet (1980)

Figure 3 – Organisation des relations sociales au sein du système agraire avant la mise en œuvre du projet

La taille des cercles est proportionnelle à la taille des unités de production.

d'arbres fruitiers (6-10 q/ha de céréales et 2-3 q/ha de haricot). Les agriculteurs les plus pauvres n'avaient cependant pas accès à ces étages les plus productifs.

La société paysanne était marquée par de fortes inégalités sociales (Figure 3). Les plus grands propriétaires fonciers, qui cultivaient une surface de plus de 4 ha, employaient de nombreux journaliers en plus de leur main-d'œuvre familiale, et dégageaient une production leur permettant d'assurer leur autosuffisance alimentaire et de vendre des surplus vivriers et des animaux en période de prix élevés. Ces exploitations patronales s'assuraient la fidélité de ce volant de main-d'œuvre en échange de l'accès au foncier et au cheptel en location à part de fruit, dont les paysans ouvriers agricoles, qui ne possédaient que de petites surfaces sur le plateau, étaient dépendants pour accroître la taille de leur unité de production (1 à 1,5 ha). Les agriculteurs familiaux exploitaient quant à eux, avec leur propre main-d'œuvre, des terres situées sur l'ensemble des étages agro-écologiques (2 à 3 ha majoritairement en indivision familiale) assurant tout juste leur autosuffisance.

IV- Les débuts de la démarche associant recherche, formation et développement du centre de Salagnac (1977-1986)

Au début des années 1970, suite au décès de François Duvalier, la diplomatie française a saisi l'opportunité d'une relative ouverture politique pour se rapprocher d'Haïti et signer des accords de coopération (Paquement et Lombard, 2018). Le développement rural est devenu un secteur majeur de coopération, dont l'un des projets a été celui de Salagnac.

À ses débuts, le volet agricole du projet proposait la formation de jeunes agriculteurs destinés à devenir des vecteurs de vulgarisation auprès des communautés paysannes. Cette activité n'a pas porté les résultats escomptés puisque la plupart des animateurs formés portaient valoriser leurs connaissances en ville ou à l'étranger (Brochet, 2014). Ce manque de résultats a incité les coopérants à initier des recherches afin de mieux cerner les problématiques agraires de la région. Ils ont ainsi établi un centre à Salagnac, où ils ont mis en œuvre une démarche de recherche et de formation à partir de 1977 grâce au financement de la coopération française. Les formations, destinées à un large public d'agriculteurs sans critère de sélection socio-économique, constituaient un espace de réflexion et d'échanges de savoirs et d'expériences entre agronomes et paysans. Elles comprenaient des voyages d'étude qui offraient aux paysans de Salagnac l'opportunité de découvrir l'agriculture d'autres régions du pays.

Un appui institutionnel a été progressivement trouvé auprès de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire de Port-au-Prince et s'est concrétisé par l'accueil d'étudiants sur le terrain et le développement de nouveaux enseignements à l'université. Les travaux des nombreux stagiaires et la centaine de missions de chercheurs effectuée entre 1979 et 1982 ont permis l'accumulation de connaissances sur l'agriculture et la paysannerie de la région comme du pays (SACAD et FAMV, 1993a, 1993b, 1994).

Cette connaissance du milieu rural a permis à l'équipe du centre d'identifier les freins et les leviers au développement agricole de la région. Dans l'objectif d'améliorer la situation économique et alimentaire de la paysannerie, le centre a proposé des actions adaptées aux spécificités de ce territoire et à son organisation sociale. Ces actions ont été articulées autour d'une amélioration de l'accès à l'eau : la libération du temps alloué aux corvées d'eau grâce à la construction d'ouvrages stockant les eaux de pluies a autorisé l'intensification en travail dans les espaces les plus proches de l'habitat avec des cultures à forte valeur ajoutée (haricot, légumes). Grâce aux financements français et européens, la construction de citernes familiales a débuté en 1981 (**Figure 4**). Les citernes ont permis de valoriser au mieux l'avantage comparatif de la région pour le maraîchage primeur, l'arrosage des pépinières de chou pommé en fin de saison sèche permettant un repiquage dès les premières pluies, un mois plus tôt que dans les autres zones maraîchères. Salagnac pouvait ainsi alimenter en primeur la capitale, avant les bassins péri-métropolitains concurrents, en particulier Kenscoff.

Les citernes ont aussi permis de sécuriser les investissements élevés réalisés dans le maraîchage (Brochet, 1996), notamment dans des engrais chimiques et des traitements phytosanitaires, pour accroître les rendements (20-30 t/ha).

À cette époque, seuls les exploitants patronaux et familiaux ont été en mesure de démarrer le maraîchage en réalisant un à deux cycles par an : en primeur, avant une culture du haricot qui bénéficiait ainsi des reliquats d'engrais, et en fin d'année, en période de prix élevés. Les agriculteurs familiaux, limités par leur faible disponibilité en capital circulant pour l'achat d'intrants ainsi qu'en main-d'œuvre et animaux de bât nécessaires au transport des légumes sur les dix kilomètres de chemin pédestre, n'ont pu cultiver que de petites superficies en chou pommé (<0,2 ha). Les exploitants patronaux, disposant de ressources financières plus importantes, d'un réseau de clientèle leur permettant d'employer un grand nombre de journaliers, ainsi que d'animaux de bât pour le transport, ont rapidement étendu la surface en chou et augmenté le recours à de la main-d'œuvre salariée. Au sein de ces exploitations patronales, certains agriculteurs ont bénéficié d'une formation à

Figure 4 – Chronologie du projet de Salagnac et évolution de la capacité de stockage en eau grâce aux aménagements de petite hydraulique

Figure 5 – Présentation des types d'aménagements réalisés par le centre de Salagnac

la maçonnerie et ont pu dégager, grâce à la construction des citernes, un revenu monétaire extra-agricole qu'ils ont réinvesti dans le maraîchage, tandis que certaines femmes ont eu les moyens de diversifier leur activité de commerce de produits agricoles avec les légumes. Ces commerçantes transportaient les légumes collectés sur leurs animaux de bât jusqu'à la route asphaltée où elles réservaient les services d'un véhicule motorisé jusqu'à Port-au-Prince. Les paysans ouvriers agricoles dont le capital était insuffisant pour démarrer le maraîchage ont pu augmenter le nombre de journées vendues auprès des exploitants patronaux, ce qui leur a permis de développer la culture du haricot et l'élevage et accroître leur revenu agricole.

L'intérêt du maraîchage s'est renforcé suite à l'éradication du cheptel porcin entre 1981 et 1983, imposée par le gouvernement sous pression des États-Unis, qui a entraîné la perte du principal moyen d'épargne paysan.

V- Une démarche systémique d'intervention à l'origine des transformations des systèmes de production

Dès les premières années de mise en œuvre de cette démarche, les observations de terrain ont mis en lumière les blocages à une adoption généralisée du maraîchage par les paysans : trésorerie limitante pour l'achat d'intrants agricoles dont l'offre était d'ailleurs inexistante sur le plateau, difficulté de commercialisation des légumes, conditionnée par l'accès à des animaux de bât, etc. À partir du milieu des années 1980, le centre a ainsi développé le soutien au maraîchage grâce à de nouvelles interventions : aménagement de pistes carrossables pour désenclaver l'ouest du plateau ; création d'une boutique pour assurer l'approvisionnement en intrants ; caisse de crédit de campagne destinée à faciliter l'achat des intrants coûteux par les agriculteurs. Ces actions, conçues pour répondre aux besoins des agriculteurs, ont souvent démarré à petite échelle, à titre expérimental, avant d'être adaptées, déclinées ou revues selon les retours des paysans.

Le suivi de l'utilisation de l'eau des citernes a révélé l'existence d'une concurrence entre les usages agricoles et domestiques. Afin de stocker un plus grand volume d'eau et de réserver l'eau des citernes pour la boisson, le centre a décidé de rénover d'anciennes citernes coloniales et de construire des bassins collectifs de plus grande capacité, destinés en priorité aux usages agricoles (**Figure 5**).

Pendant cette décennie au cours de laquelle le projet de Salagnac a cherché à adapter ses interventions pour répondre au mieux à l'objectif d'amélioration des conditions de vie de la paysannerie, le pays connaissait

des troubles et de profondes transformations politiques. Les années 1980 et 1990 ont été marquées par une libéralisation économique croissante suite à la signature des plans d'ajustement structurel imposés par les institutions financières mondiales après la chute de Jean-Claude Duvalier, en 1986-87, et lors du retour d'Aristide au pouvoir en 1995-96. La protection douanière a été progressivement démantelée et les tarifs douaniers sont rapidement passés de 50 % à 3 % pour le riz, de 50 % à 0 % pour le haricot et de 50 % à 15 % pour le maïs (Freguin et Devienne, 2006). Ces réformes économiques ont ouvert le marché haïtien aux importations, en particulier de riz (Figure 6).

Figure 6 – Comparaison de l'évolution des importations de riz usiné en Haïti et de l'évolution démographique

Source : auteurs à partir de FAOSTAT.

L'alignement sur les prix mondiaux s'est traduit par une baisse drastique du prix des produits agricoles (Dufumier, 1988 ; Freguin et Devienne, 2006 ; Kermel-Torres et Roca, 1991). Les légumes, produits périssables, n'ont pas été soumis à la concurrence des produits importés et ont vu leur prix évoluer favorablement par rapport aux céréales.

Ce contexte a conduit les agriculteurs du plateau à davantage se spécialiser dans la production de légumes et à renoncer progressivement à leur autosuffisance alimentaire, la vente des légumes leur fournissant le revenu monétaire nécessaire à l'achat d'aliments importés disponibles à bas prix.

Les exploitants patronaux et familiaux ont privilégié l'investissement en travail et en capital sur les terres du plateau, propices aux cultures maraîchères,

où ils ont cherché à sécuriser leur accès au foncier (séparation formelle entre héritiers, arpentage, voire réalisation d'un acte notarié) tandis qu'ils donnaient en location ou vendaient les terres situées dans les autres étages agro-écologiques. Ils ont pu, en lien avec leur activité agricole, développer des activités extra-agricoles rémunératrices, comme le commerce, qui a conduit à l'essor des circuits de commercialisation et à l'installation d'un nouveau marché sur le plateau. Les agriculteurs patronaux ont pu se lancer dans les activités les plus lucratives qui exigeaient un capital de départ important (maçonnerie, menuiserie, commerce de gros entre la capitale et la région), tandis que les exploitants familiaux se sont limités à un commerce de moindre envergure, consistant en l'achat-revente de légumes et de produits alimentaires entre la région et les marchés situés dans les plaines en contrebas du plateau.

La vente de nombreuses journées de travail a permis aux paysans ouvriers agricoles de développer progressivement le maraîchage. Ils se sont en particulier lancés dans la culture de carotte et de condiments, plus accessible sur le plan de la trésorerie, car moins exigeante en intrants, et dont la récolte échelonnée permet à la fois des rentrées d'argent plus régulières et de faibles dépenses pour la récolte et le transport. Le maraîchage s'est ainsi généralisé à l'ensemble des catégories sociales d'agriculteurs permettant un accroissement des revenus agricoles.

La hausse des revenus a permis une amélioration générale du niveau de vie des familles paysannes : régime alimentaire plus calorique et plus riche en protéines, meilleures hygiène et santé, taux de scolarisation des enfants plus élevé, construction de maisons en dur, etc. Grâce à l'augmentation de ces dépenses, les retombées du projet sur les autres secteurs de l'économie ont été conséquentes, avec notamment le développement de nombreux services dans la région (école, centre de santé...) dont bénéficient les familles du plateau et qui fournissent localement des opportunités d'emploi. Ainsi, au début des années 2000, la densité d'établissements scolaires dans la région était plus élevée que la moyenne nationale, avec un établissement pour 300 à 400 habitants contre près de 700 à l'échelle du pays (IHESI, 2003).

Suite au coup d'État de 1991, la France a suspendu l'aide au fonctionnement du centre et rapatrié ses coopérants. Le centre de recherche et de formation a continué de fonctionner grâce aux agronomes haïtiens qui avaient été formés par le projet. Les constructions ont été interrompues mais la boutique d'intrants et la caisse de crédit ont, quant à elles, maintenu leur activité grâce à la transmission à des associations locales du plateau qui avait déjà été amorcée. Depuis, des projets de courte durée ont certes permis de réaliser de nouveaux ouvrages mais l'absence de financement a fortement réduit les activités du centre et l'accompagnement des agriculteurs.

VI- Depuis les années 2000, une adaptation des systèmes de production aux problèmes environnementaux et à la dégradation du contexte économique grâce aux innovations paysannes

1- 2000-2010 : des limites environnementales à la spécialisation maraîchère et une dégradation du contexte économique

Au bout de quinze à vingt ans, ce développement a néanmoins rencontré des premières limites liées à l'intensification de la production maraîchère et à l'augmentation de la consommation d'intrants par unité de surface, processus qui s'est accentué avec la diminution de la taille des exploitations agricoles consécutive à l'accroissement démographique.

Le raccourcissement des rotations a entraîné une plus grande fréquence des maladies et attaques d'insectes. La multiplication des cycles, sans apport de matière organique, a provoqué la réduction du taux d'humus des sols, à l'origine de la diminution de leur capacité de fixation des ions et de la dégradation de leur structure. Cette évolution a conduit les paysans à augmenter les doses d'engrais sans toutefois parvenir à enrayer la tendance à la baisse des rendements, qui ont été divisés par 2 à 3.

Le maraîchage est ainsi devenu de plus en plus consommateur d'intrants importés, dont le prix a fortement augmenté suite à la dévaluation de la gourde et à la hausse du prix mondial de l'engrais azoté dans les années 2000.

Dans le même temps, la concurrence sur le marché des légumes s'est exacerbée (**Figure 7**) : avec les bassins maraîchers de Kenscoff et de Forêt des Pins, où le remplacement des variétés à pollinisation ouverte par des variétés hybrides a entraîné un essor considérable du maraîchage, mais aussi avec la République Dominicaine voisine, où les conditions d'accès au foncier et les mesures de soutien agricole avantageuses ont favorisé un accroissement des exportations à bas prix (IRAM et Agrisud, 2002 ; Bellande et Pepin, 2003 ; OMC, 2003). Le plateau des Rochelois conserve toutefois un avantage pour le primeur sur le marché de la capitale. En dehors de cette période, le marché de Fond-des-Nègres, plateforme de redistribution vers l'ensemble du sud du pays, est plus intéressant en raison d'une moindre concurrence régionale, avec un prix qui demeure moins rémunérateur que le primeur.

Figure 7 – Approvisionnement en légumes de la capitale

Source : Auteurs à partir de données de terrain et de : CEL-RD, 2017 ;
IRAM et Agrisud, 2002 ; MARNDR et FAMV, 2012.

Les exploitants patronaux ont eu les moyens de privilégier la production de primeur, particulièrement rémunératrice, mais qui nécessitait une forte mobilisation de trésorerie. Les exploitants familiaux et les paysans ouvriers agricoles ont, quant à eux, cherché à limiter les dépenses en intrants et à minimiser les risques de moindre valorisation de leurs produits en étalant les récoltes et en diversifiant les cultures. Ils ont expérimenté de nouvelles associations complexes comprenant légumes, condiments et cultures vivrières destinés à la vente sur les marchés régionaux. Ces associations fines participent d'une recherche d'optimisation de l'utilisation des ressources (eau, sol, lumière, matière organique, engrais) en associant des plantes qui permettent de couvrir au maximum le sol, dont les racines explorent des horizons complémentaires et dont les durées de cycle ainsi que les besoins en eau et en éléments nutritifs diffèrent.

2- 2010-2015 : le développement de la culture de l'igname jaune

Dans un contexte de diminution du prix des légumes, la culture de l'igname jaune s'est révélée particulièrement intéressante, suite aux recherches conduites en Haïti pour l'adaptation de la technique de *minisetts*, mise au point au Nigeria dans les années 1970. Celle-ci consiste à utiliser des fragments d'ignames comme semenceaux, ce qui permet de diminuer le coût des plants (Boyer, 2012). Plusieurs d'années d'expérimentation locale ont conduit à accroître la taille des semenceaux pour pouvoir obtenir une récolte dès la première année. Les paysans de Salagnac, qui ont contribué à identifier la taille de semenceaux adaptée, ont joué un rôle majeur dans ce processus d'innovation agricole.

La spécialisation maraîchère du plateau a facilité l'adoption de l'igname jaune : les paysans disposaient des ressources en trésorerie nécessaires pour réaliser l'investissement important que cette culture exige, tandis que sa commercialisation à destination de Port-au-Prince a bénéficié des circuits existants.

Le développement de la culture de l'igname a contribué à accentuer la différenciation sociale (**Figure 8**) : les exploitants patronaux et familiaux, disposant d'une surface suffisante, ont allongé les rotations en réintroduisant un an de friche en alternance avec l'igname, et ainsi limité l'usage d'intrants tout en maintenant la combinaison avec le maraîchage. Les paysans ouvriers agricoles, disposant d'une plus petite surface, ont intégré l'igname au sein de leurs associations au prix d'une augmentation de la consommation d'intrants par unité de surface.

Figure 8 – Organisation des relations sociales au sein du système agraire en 2015

VII- Un développement local à l'origine d'un enrichissement de la paysannerie

Afin de mesurer l'accroissement de revenu permis par le projet, nous avons cherché à comparer l'évolution de la région avec ce qui se serait passé si le projet n'avait pas eu lieu. Nous avons construit un scénario contrefactuel grâce à une démarche comparative, basée sur l'analyse de l'évolution de l'agriculture dans plusieurs régions montagneuses du pays : la compréhension systémique des mécanismes de transformation de l'agriculture dans ces régions a permis d'identifier comment ceux-ci se seraient exercés dans les conditions spécifiques du plateau des Rochelois (Degroote, 2019).

Ce travail a permis de montrer que le projet de Salagnac a conduit, grâce à une forte intensification en travail et en capital sur de petites surfaces, à une augmentation des revenus agricoles, toutefois inégale entre les différentes catégories sociales d'agriculteurs. Le développement agricole a contribué à

Figure 9 – Comparaison du revenu du système d'activité pour chaque catégorie sociale d'agriculteurs avec et sans projet, par unité de production

accroître la demande en travail journalier et a ouvert la voie à l'émergence d'activités en amont et en aval de l'agriculture et dans les autres secteurs de l'économie (éducation, construction, etc.). Ces activités sont conduites par des paysans, en combinaison avec l'activité agricole, leur permettant d'accroître le revenu dégagé par leur système d'activités (**Figure 9**). Ce développement agricole est donc à l'origine d'une diversification des activités économiques des paysans, qui a permis un accroissement général du niveau de vie dans le territoire. Ce dernier se manifeste en particulier par l'accès pour tous à un habitat en dur et à une large diffusion des véhicules motorisés (camion, 4x4, motocyclette). Cette évolution contraste avec le scénario contre factuel où, en l'absence de projet, le maraîchage primeur n'aurait pas pu être développé : les exploitations agricoles auraient subi de plein fouet la baisse de prix des produits vivriers, conduisant à une diminution de leur revenu et à la décapitalisation, qui aurait rendu difficiles l'intensification agricole et la diversification des activités (*ibid.*).

Le projet a, de plus, permis le maintien d'un plus grand nombre d'exploitations minifundiaires, grâce à la création d'une valeur ajoutée par hectare plus importante et à une plus grande demande en travail journalier agricole par unité de surface. Sur le plateau, la densité de population, supérieure à 300 habitants par km², est plus élevée que ce qu'elle aurait été en l'absence de projet (250 habitants/km²) en raison d'un exode rural plus important lié à la paupérisation massive de la paysannerie.

Conclusion : le projet de Salagnac, une démarche originale associant recherche, formation et développement

Grâce aux années de recherche pluridisciplinaire menée sur le terrain, le projet de Salagnac a développé une production de connaissances considérable sur l'organisation et le fonctionnement du système agraire de la région qui a permis aux agronomes de mieux cerner les enjeux et de proposer, en étroite collaboration avec les paysans, des actions cohérentes. La réussite du projet de Salagnac s'explique en grande partie par le caractère systémique de la démarche, qui a conduit à la mise en œuvre d'un ensemble articulé d'activités adaptées aux besoins des paysans. Cette démarche est la conséquence d'une flexibilité et d'une adaptabilité constante du projet, liées à une grande proximité avec le terrain, caractéristiques souvent lacunaires dans les modalités d'intervention.

L'originalité du projet de Salagnac réside également dans la mise en œuvre d'une méthodologie de formation professionnelle fondée sur la reconnaissance de la rationalité des pratiques paysannes et faisant appel à la

pédagogie du voyage d'étude. Les paysans ont eu l'opportunité d'élargir leurs connaissances et de confronter leurs référentiels techniques et culturels à des situations différentes, leur donnant ainsi la possibilité de mettre en perspective leurs propres pratiques. Grâce à cette démarche d'accompagnement, le plateau des Rochelois est devenu en quelques années une référence en matière de participation des agriculteurs aux processus d'innovation agronomique et socio-économique (Brochet, 2014 ; Degroote 2019). La capacité d'innovation paysanne a été enrichie, d'une part, grâce à l'amélioration des revenus des agriculteurs leur permettant une plus grande prise de risque pour tenter de nouvelles pratiques agricoles, d'autre part, grâce à la stimulation intellectuelle et scientifique qu'a proposé le centre en les plaçant dans une position de recherche, d'observation et de questionnement pendant une quinzaine d'années. Malgré l'interruption de cette démarche d'accompagnement, les paysans de la région ont poursuivi ce processus d'innovation, à un rythme plus lent en raison de conditions beaucoup plus difficiles, avec la mise au point d'alternatives relevant de l'agro-écologie pour répondre aux problèmes qu'ils rencontraient.

Le projet de Salagnac a également permis un renforcement et une diversification des compétences des agriculteurs, grâce à des programmes scolaires pour adultes et des formations techniques. Ces compétences ont été mises à profit pour développer des réseaux qui ont été le support d'initiatives locales : création d'associations (confrérie de maçons, association de la boutique d'intrants de Salagnac, amicale de parents et d'anciens élèves d'école...), mise en place d'un réseau de collecte de légumes pour les cantines scolaires, etc. Cette expérience de développement local a ainsi profondément modelé la société rurale du plateau des Rochelois et renforcé le sentiment d'identité territoriale des habitants à cette région.

Les bénéfices du projet ont dépassé le strict périmètre de la région, puisqu'ils comptent notamment la formation d'une génération d'agronomes à la démarche de terrain et de compréhension des réalités agraires. Le Ministère de l'Agriculture reconnaît que le projet de Salagnac a permis de « *consolider une masse critique de chercheurs motivés et compétents* » (MARNDP, 2014) et d'agronomes ayant exercé, depuis, des responsabilités importantes au sein du ministère de l'agriculture ou d'organismes de développement. Grâce à la plus grande place des stages sur le terrain dans leur cursus de formation, les étudiants ont appris à observer et à comprendre la diversité et la complexité des systèmes de production mis en œuvre par les agriculteurs mais aussi à écouter les paysans, à étudier leur savoir-faire et à travailler avec les diverses catégories d'agriculteurs dans les campagnes. Cette démarche n'a malheureusement pas pu être institutionnalisée au sein de la faculté d'agronomie et la question de

la relève de cette génération d'agronomes haïtiens formés sur le terrain pose aujourd'hui question.

Les interventions dans le secteur agricole devraient pouvoir tirer parti de cette expérience et se nourrir de cette démarche basée sur une recherche systémique pluridisciplinaire. La compréhension préalable des conditions et des modalités concrètes du développement agricole et de ses conséquences dans la région dans laquelle on se propose d'intervenir, ainsi que la participation active des différentes catégories sociales de paysans à la conception des projets et à leur extension/réorientation en fonction de leurs besoins, constituent des outils précieux pour concevoir et mettre en œuvre des actions adaptées pour relancer l'agriculture en crise dans les régions haïtiennes et y impulser un processus de développement local.

Bibliographie

Anglade G. 1982 – *Atlas critique d'Haïti*. Montréal, Canada, Groupe d'études et de recherches critiques d'espace, Département de géographie, UQÀM. Centre de recherches caraïbes de l'Université de Montréal, 79 p.

Barthélemy G. 1989 – *Le pays en dehors : essai sur l'univers rural haïtien*. Paris, H. Deschamps, 204 p.

Bellande A. 1983 – *Rationalité des systèmes de production en Haïti*. Mémoire de fin d'études, Université McGill, 223 p.

Bellande A., Brochet M., Cavalié J., Foucault H., Monde C., Pillot D. & de Reynal V. 1980 – « Espace rural et société agraire en transformation », *Conjonction*, n° 2, pp. 9-17.

Bellande A. & Pepin R. 2003 – *Les importations haïtiennes de légumes frais en provenance de la République Dominicaine*, 19 p.

Boyer J. 2012 – *Évaluation d'impact de la recherche sur le développement : démarches méthodologiques pour la recherche agronomique haïtienne*. Mémoire de fin d'études, SupAgro Montpellier, Université Montpellier 1, CIHEAM, 78 p.

Brochet M. 1996 – Les stratégies de lutte contre l'érosion et l'aménagement de bassins versants en Haïti. Le développement rural en Haïti. *Conjonction*, n° 200, pp. 181-187.

Brochet M. 2014 – Projet Madian-Salagnac, quarante ans d'appui aux dynamiques paysannes. *Field Actions Science Reports. The journal of field actions*, Special Issue n° 9, 9 p.

Centro de Exportación e Inversión de República Dominicana (CEI-RD). 2017 – *Estadísticas : exportaciones de vegetales*. <https://www.ceird.gob.do/wp/estadisticas/>

Cochet H. 2011 – *L'agriculture comparée*. Paris, Éditions QUAE GIE, 160 p.

Cochet H. & Devienne S. 2006 – Fonctionnement et performances économiques des systèmes de production agricole : une démarche à l'échelle régionale. *Cahiers Agricultures*, vol. 15, n° 6, pp. 578-583.

Cochet H., Devienne S. & Dufumier M. 2007 – « L'agriculture comparée, une discipline de synthèse ? ». *Économie rurale*, n° 297-298, pp. 99-112.

D'Ans A.-M. 1987 – *Haïti Paysage et Société*. Paris, Karthala, 337 p.

Degroote A. 2019 – *Le projet de Salagnac : quelle contribution au développement de l'agriculture locale et quels enseignements de portée générale ?* Paris, AgroParisTech, 486 p.

Dufumier M. 1988 – Pénurie alimentaire, agriculture paysanne et politique agricole en Haïti. *Économie rurale*, n° 188, pp. 26-31.

Dufumier M. 1996 – *Les projets de développement agricole*. Paris, Karthala-CTA édition, 354 p.

Dufumier M. 2004 – *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*. Paris, Karthala, 598 p.

FAOSTAT. 2018 – *Country indicators*, <http://www.fao.org/faostat/en/#country/93>.

Freguin S. & Devienne S. 2006 – Libéralisation économique et marginalisation de la paysannerie en Haïti : le cas de l'Archaïe. *Tiers-Monde*, vol. 47, n° 187, p. 621-642.

IHSI (Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique) – 2003. *IV^e Recensement Général de la Population Haïtienne*. Haïti.

IRAM & Agrisud. 2002 – *Étude de faisabilité d'un projet d'appuis à l'agriculture périurbaine de Port-au-Prince*. Paris, Agence Française de Développement, 96 p.

Kermel-Torres D. & Roca P.-J. 1991 – « Entre la nécessité quotidienne et la menace socio-politique : la question alimentaire haïtienne ». *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 1-2, n° 27, pp. 41-52.

MARNDR (Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural) – 2014. *Proposition pour une politique de consolidation de la dimension recherche dans le système national d'innovation en agronomie et développement rural*. Port-au-Prince (Haïti), MARNDR, BID, 38 p.

MARNDR (Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural) & FAMV (Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire). 2012 – *Étude-diagnostic des systèmes de culture de quatre zones de production du Morne des Commissaires (Savane Zombi, Oriani, Gros Cheval, Boucan Chatte/Chapotin)*. Port-au-Prince (Haïti), MARNDR, BID, 86 p.

Mazoyer M. & Roudart L. 1997 – *Histoire des agricultures du monde*. Éditions du Seuil. Paris, 705 p.

Organisation Mondiale du Commerce (OMC). 2003 – *Examen des politiques commerciales, République dominicaine*. Organisation Mondiale du Commerce, 25 p.

Paquement F. & Lombard M. 2018 – *L'histoire de l'AFD en Haïti. À la recherche de la juste distance*. Paris, Karthala, 219 p.

Perrin C. 1989 – *Suivi-évaluation du programme citernes sur le plateau de Rochelois*. Mémoire de fin d'études, Centre National d'Études Agronomiques des Régions Chaudes (CNEARC), 192 p.

SACAD & FAMV, éd. 1993a – *Paysans, Systèmes et Crise, Travaux sur l'agrarie haïtien. Histoire agraire et développement*. Pointe-à-Pitre, 365 p.

SACAD & FAMV, éd. 1993b – *Paysans, Systèmes et Crise, Travaux sur l'agrarie haïtien. Stratégies et logiques sociales*. Pointe-à-Pitre, 298 p.

SACAD & FAMV, éd. 1994 – *Paysans, Systèmes et Crise, Travaux sur l'agrarie haïtien. Dynamique de l'exploitation paysanne*. Pointe-à-Pitre, 476 p.

Santamaria F. 2008 – *Développement local*. <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article424>.

Théodat J.-M. 2009 – « Haïti : le bon grain et l'ivraie du commerce mondial des produits vivriers ». *L'Information géographique*, vol. 73, n° 1, pp. 65-81.

Valme S. 2002 – *Contribution à l'étude des effets du programme de construction de citernes sur les systèmes de production du plateau de Rochelois*. Mémoire de fin d'études, Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire, 61 p.

Vopeyande M.-B. 2001 – *Étude d'impact d'un programme de construction de citernes sur le système de production du Plateau de Rochelois-Haïti*. Mémoire de fin d'études, Centre National d'Études Agronomiques des Régions Chaudes (CNEARC), 65 p.